

Appel pour l'évacuation du camp de Moria: les conséquences d'une politique néocoloniale

Publié dans « Mediapart », le 17 septembre 2020

<https://blogs.mediapart.fr/claude-calame/blog/170920/appel-pour-levacuation-de-moria-les-consequences-d-une-politique-neocoloniale>

Dans la nuit du 8 au 9 septembre 2020, le camp de réfugiées et réfugiés de Moria sur l'île de Lesbos était la proie des flammes. Peu à peu développé pour l'« accueil » de moins de 3000 personnes exilées, le campement en abritait plus de 12000 dans des conditions indescriptibles de promiscuité, d'hygiène déficiente, de sous-alimentation, de conflits latents, hommes, femmes et enfants confondus. Cette situation dramatique a été poussée à son paroxysme par les mesures de confinement et donc d'enfermement imposées par le gouvernement grec au nom de la prévention contre l'épidémie de Covid 19. Pourquoi ?

Cette catastrophe humanitaire est aussi un drame politique. Rappelons en effet que les camps de réfugiés sur les îles et le continent grecs ne sont que la conséquence du nouveau tour de vis donné par l'Union européenne à sa politique de rejet et d'exclusion des personnes contraintes à la migration. À l'issue de l'afflux de réfugiées et réfugiés essentiellement de Syrie durant l'été 2015, après le geste de générosité de la part de l'Allemagne qui avait accueilli près d'un million d'entre elles et eux, Angela Merkel et François Hollande ont institué surtout en Grèce et en Italie méridionale des « hotspots ». Ce ne sont rien d'autre que des centres de tri : d'un côté les personnes susceptibles de formuler une demande d'asile, de l'autre les exilés considérés comme migrants économiques et par conséquent passibles d'une expulsion immédiate.

Annoncé par la voix de la présidente de Commission européenne Ursula von der Leyen deux semaines à peine après l'incendie du camp de Moria, le "Pacte sur l'asile et la migration" est censé remplacer les accords de Dublin III. Dans sa dénomination même ce pacte ne fait que reproduire la logique inscrite dans ces accords, mais avec des procédures accélérées. C'est la logique qui préside en particulier à l'organisation des « hotspots » (dont Moria): d'une côté, réservée aux réfugiés potentiels, la possibilité de déposer une demande d'asile qui n'aboutit que de manière très sélective; de l'autre, les victimes des migrations contraintes, à bloquer et à expulser, dans la négation des droits fondamentaux de la personne.

Ainsi l'Union européenne n'a pas cessé de prendre des mesures physiques, policières et militaires pour fermer ses frontières méridionales aux exilées et exilés. Aux accords avec les garde-côtes de Libye pour refouler les embarcations précaires tentant de rejoindre Malte et l'Italie méridionale s'est ajouté du côté oriental de la Méditerranée, l'accord scélérat avec la Turquie du 18 mars 2016 : contre le paiement de deux fois trois milliards d'euros (qui n'ont jamais été entièrement versés) et surtout contre le silence implicite de l'UE vis-à-vis de la politique répressive conduite par Erdogan à l'égard des Kurdes aussi bien dans son propre

pays qu'en Syrie du Nord, la Turquie s'est engagée à retenir sur son territoire trois millions de réfugiés devenus presque quatre. Par ailleurs, notamment par l'intermédiaire de l'agence Frontex, l'UE a aidé le gouvernement grec à élever une barrière le long du fleuve Evros et cet été ce gouvernement d'extrême droite est allé jusqu'à faire construire entre l'île de Lesbos et la voisine côte turque un mur flottant...

Ce faisant l'UE refuse l'accueil et le droit au refuge des personnes qu'elle a contribué à précariser par une politique de mondialisation économique et financière entraînant creusement abyssal des inégalités, conflits armés, urbanisation sauvage, exploitation sans merci des matières premières avec les pollutions qu'impliquent extractivisme et productivisme, et surtout une exploitation raciste de la force de travail digne du pire des colonialismes. Qui dit néolibéralisme dit, ne l'oublions pas, néocolonialisme.

Claude Calame
 Directeur d'études
 École des Hautes Études en Sciences Sociales,
 Paris
 (LDH, ATTAC, Ensemble !)

Cf. Claude Calame & Alain Fabart (coord.), *Migrations forcées, discriminations et exclusions. Les enjeux de politiques néocoloniales*, Les Editions du Croquant, 2020.

Appel pour une évacuation immédiate du camp de Moria

https://www.liberation.fr/debats/2020/09/11/appel-pour-une-evacuation-immEDIATE-du-camp-de-moria_1799245

Par [Un collectif de personnalités européennes](#) — 11 septembre 2020

Tribune. Au moment où 12 500 réfugiés et demandeurs d'asile errent sans abri sur les routes et les collines de Lesbos, où les intoxiqués et les blessés de l'incendie de Moria sont empêchés par la police de rejoindre l'hôpital de Mytilène, où des collectifs solidaires apportant des produits de première nécessité sont bloqués par les forces de l'ordre ou pris à partie par de groupuscules d'extrême droite, où la seule réponse apportée par le gouvernement grec à cette urgence est national-sécuritaire, nous, citoyen·ne·s européen·ne·s ne pouvons plus nous taire.

L'incendie qui a ravagé le camp de Moria ne peut être considéré ni comme un accident ni comme le fait d'une action désespérée. Il est le résultat inévitable et prévisible de la politique européenne qui impose l'enfermement dans les îles grecques, dans des conditions inhumaines, de dizaines de milliers de réfugiés. C'est le résultat de la stratégie du gouvernement grec qui, en lieu et place de mesures effectives contre la propagation du Covid-19 dans des «hot-spots», a imposé à ses habitants, depuis six mois déjà, des restrictions de circulation extrêmement contraignantes. A cet enfermement prolongé, est venu s'ajouter depuis une semaine un confinement total dont l'efficacité sanitaire est plus que problématique, tandis que les personnes porteuses du virus ont été sommées de rester enfermées vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans un hangar. Ces conditions menaient tout droit au désastre.

Cette situation intolérable qui fait la honte de l'Europe ne saurait durer un jour de plus.

L'évacuation immédiate de Moria, dont les habitants peuvent être accueillis par les différentes villes de l'Europe prêtes à les recevoir, est plus qu'urgente. Il en va de même pour tous les autres camps dans les îles grecques et sur le continent. Faut-il rappeler ici que le gouvernement grec a déjà entrepris de travaux pour transformer non seulement les hot-spots, mais toute autre structure d'accueil sur le continent, en centres fermés entourés de double clôture et dotés de portiques de sécurité ? Que serait-il arrivé si l'incendie de Moria s'était déclaré dans un camp entouré d'une double série de barbelés avec des sorties bloquées ? Combien de milliers de morts aurions-nous à déplorer aujourd'hui ?

Ne laissons pas des dizaines de milliers de personnes, dont le seul crime est de demander la protection internationale, livrées à une politique ultra-sécuritaire extrêmement dangereuse pour leur sécurité voire leur vie. Le gouvernement grec, au nom de la défense des frontières européennes et de la sécurité nationale, non seulement se croit autorisé à violer le droit international avec les refoulements systématiques en mer Egée et à la frontière d'Evros, mais interdit tout transfert sur le continent des victimes de l'incendie de Moria. Car, mis à part le transfert de 406 mineurs isolés au nord de la Grèce, le gouvernement Mitsotakis compte «punir» pour l'incendie les résidents du camp en les bloquant à Lesbos ! Actuellement, 12 500 réfugié·e·s sont en danger, privé·e·s de tout accès à des infrastructures sanitaires et exposé·e·s aux attaques de groupes d'extrême-droite.

Nous ne saurions tolérer que les requérants d'asile soient privés de tout droit, qu'ils soient réduits à des non-personnes. Joignons nos voix pour exiger des instances européennes et de nos gouvernements l'évacuation immédiate de Moria et la fermeture de tous les camps en Grèce, ainsi que le transfert urgent de leurs résidentes et résidents vers les villes et communes européennes qui se sont déclarées prêtes à les accueillir. Maintenant et non pas demain.

Il en va de la dignité et de la vie de dizaines de milliers de personnes, mais aussi de notre dignité à nous, toutes et tous.

Contre les politiques d'exclusion et de criminalisations des réfugié·e·s, il est plus qu'urgent de construire un monde « un », commun à toutes et à tous. Sinon, chacun de nous risque, à n'importe quel moment, de se retrouver du mauvais côté de la frontière.

Evacuation immédiate de Moria !

Transfert de tous ses habitants vers les villes européennes prêtes à les accueillir !

Premiers signataires :

Giorgio Agamben, philosophe. **Michel Agier**, directeur d'études à l'Ehess. **Athena Athanasiou**, professeure d'anthropologie sociale, université Panteion, Grèce. **Alain Badiou**, philosophe. **Etienne Balibar**, professeur émérite de philosophie, université de Paris-Ouest. **Wendy Brown**, université de Californie, Berkeley. **Judith Butler**, université de Californie, Berkeley. **Claude Calame**, directeur d'études à l'Ehess. **Patrick Chamoiseau**, écrivain. **Zeineb Ben Said Cherni**, professeure émérite à l'université de Tunis. **Costas Douzinas**, université de Londres. **Natacha Godrèche**, psychanalyste. **Virginie Guirodon**, directrice de recherches, CNRS. **Sabine Hess**, directrice des Centers for Global Migration Studies de Göttingen. **Rada Iveković**, professeur de philosophie, Paris. **Leonie Jegen**, chercheuse à l'université Albert-Ludwigs de Fribourg. **Chloe Kolyri**, psychiatre-psychanalyste. **Konstantína Kouneva**, députée européenne de 2014 à 2019, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. **Michael Löwy**, directeur de recherches émérite, CNRS. **Eirini Markidi**, psychologue. **Gustave Massiah**, membre du Conseil international du Forum social mondial. **Katerina Matsa**, psychiatre. **Sandro Mezzadra**, université de Bologne. **Savas Matsas**, écrivain. **Warren Montag**, Occidental College, Los Angeles. **Adi Ophir**, professeur invité des humanités, université de Brown, professeur émérite, université de Tel-Aviv. **Guillaume Sibertin-Blanc**, professeur de philosophie, université Paris-8 Vincennes-Saint-Denis. **Didier Sicard**, ancien président du Comité consultatif national d'éthique de France. **Nikos Sigalas**, historien. **Athéna Skoulariki**, professeure assistante, université de Crète. **Vicky Skoumbi**, directrice de programme au Collège international de philosophie. **Barbara Spinelli**, journaliste, Italie. **Eleni Varikas**, professeure émérite, université Paris-8 Vincennes-Saint-Denis. **Dimitris Vergetis**, psychanalyste, directeur de la revue grecque *αληθεια* (Aletheia). **Frieder Otto Wolf**, université libre de Berlin. **Thodoris Zeis**, avocat.